

Antoine Bordier "défendre les valeurs de l'entrepreneuriat, de l'éthique, de la famille, de la responsabilité et de la solidarité"

Article rédigé par *Antoine Besson*, le 25 mai 2012

Dans le cadre de sa campagne aux législatives, Antoine Bordier précise à libertepolitique.com ses engagements au service des valeurs du [Manifeste des électeurs chrétiens](#) et son programme.

Votre candidature :

Pourquoi vous présentez-vous ?

« Je me présente parce que cela fait plus de 20 ans que je suis engagé en politique pour défendre les valeurs de l'entrepreneuriat, de l'éthique, de la famille, de la responsabilité et de la solidarité.

Je présente dans ma profession de foi la fin des idéologies : après la chute des partis communistes en 1989 dans les Pays de l'Est, j'estime que le socialo-communisme a fini d'exister, même s'il existe encore quelques soubresauts. Après la chute de Lehman Brothers en 2008, j'explique la fin des excès du capitalisme outrancier ou purement financier, aux mains de quelques-uns.

Que reste-t-il ? Ce que nous sommes, les valeurs et les racines judéo-chrétiennes. Je reste convaincu que c'est en investissant dans ces valeurs, et en respectant ces racines que nous sortirons de la Crise... »

Dans quelle circonscription ?

11e circonscription de Seine-et-Marne. C'est une nouvelle circonscription.

Pour quel parti ?

Je suis investi par le Parti Chrétien-Démocrate. Et je crois à la stratégie d'alliance et à l'Union. C'est pourquoi, je suis soutenu officiellement par France Ecologie, le CNIP, et le Parti Libéral Démocrate.

Qu'est-ce qui vous motive personnellement ?

La politique, c'est-à-dire l'engagement au service du plus grand nombre est ma passion depuis plus de 20 ans. Elu au sein de l'UMP, je me suis présenté aux primaires (en 2006 et en 2008, pour la Présidentielle et les Régionales) pour faire avancer la démocratie interne. Ce qui est compliqué, je vous l'assure.

En quoi votre candidature a-t-elle un sens dans le contexte politique actuel ?

Je me suis lancé dans l'aventure des Législatives pour des raisons à la fois personnelle et sociétale. Personnelle, car je trouve que les candidats de la droite ne représentent pas bien les valeurs précitées. Ou en tout cas du bout des lèvres. Et puis, il existe une réelle et malheureuse division entre ces candidats. Je souhaite donc apporter une offre nouvelle au-delà de ces divisions réelles. Au niveau sociétal : la France a besoin de renouveler son offre politique. Ma campagne s'appelle :

La Campagne du Coeur au service des Valeurs et du Bien Commun !

Comment envisagez-vous votre action si vous êtes élu ?

J'engagerai mon action sur les points essentiels de ma campagne. J'organiserai mon temps en triptyque : 1/3 à l'Assemblée nationale, 1/3 dans ma circonscription et 1/3 pour préparer l'avenir (j'ai un projet d'édition de livre).

Si vous n'êtes pas élu comment envisagez-vous la suite de votre engagement politique ?

Si je ne suis pas élu, je serai dans l'opposition, et je suivrai de près le candidat élu. Je préparerai les prochaines municipales. Et je vais essayer (c'est le moment favorable) de m'impliquer davantage au sein du PCD et de l'UMP.

Votre programme :

Dans le contexte de crise que nous traversons, comment imaginez-vous les mesures économiques à prendre pour remettre l'économie au service de l'Homme ? En particulier la finance ?

Je vous invite à lire mon dépliant sur l'Entrepreneuriat et l'Emploi.

Face à la Crise la seule solution est la création de richesses. Comment ? Tout d'abord en redonnant confiance aux entrepreneurs qui tirent le peu de croissance que nous avons encore en France. Je veux parler de l'économie numérique. Il n'est pas normal par exemple que sur les 20 milliards d'€ qui ont été débloqués pour le Grand Emprunt seulement 600 millions d'€ soient destinés à l'économie numérique. D'ailleurs, alors que la France était en avance, elle commence à perdre du terrain.

Sur la Finance, il faut nationaliser les banques qui sont à l'origine de la crise financière (via les produits toxiques, et les subprimes, etc). Elles ne jouent plus leur rôle de financer les familles et l'économie. L'épargne française est la 2e épargne mondiale (5 000 milliards d'€). Il faudrait capter 1% chaque année de cette épargne pour financer la création d'entreprises et pour aider les PME-PMI qui ont besoin de fonds propres.

François Hollande a proposé un programme qui annonce de nombreuses réformes de société directement liées au respect de la vie. Quelles sont vos positions sur l'euthanasie et la recherche sur les cellules souches embryonnaires ? L'avortement ?

J'ai dénoncé les propositions de la gauche qui sont favorables à la mise en place et à la dépénalisation de l'euthanasie. Si cela se réalise, ce sera encore un signe malheureux de la déchéance de notre pauvre France. Et ce sera une atteinte aux droits de l'homme. Je souhaite un moratoire sur la recherche sur les cellules souches embryonnaires. Pour moi l'embryon humain est une personne à part entière.

Je suis contre l'avortement. Je suis contre le pass-avortement qui vulgarise et popularise le fait de mettre fin à la vie humaine. Rappelons-nous le petit *Tom Pouce* du Professeur Lejeune !

Je souhaite que l'Etat ne s'imisce plus et ne s'accapare plus dans ce qui fait la dignité de la personne humaine en l'instrumentalisant. Je souhaite que les familles retrouvent leur responsabilité, et leur vitalité. A force d'intervenir et de prendre la place des familles, l'Etat a tout dénaturé. Ce sont aux familles d'éduquer les enfants ; le rôle de l'Etat se limitant en l'assistance, si nécessaire, et en la protection de cette responsabilité.

Le Président entend également réformer le mariage civil pour l'ouvrir aux personnes de même sexe. Le ministre de la famille a déjà pris des engagements allant en ce sens. Cela ouvrirait bien évidemment la porte à l'adoption d'enfants par des couples homosexuels. Comment vous situez-vous par rapport à ces débats ?

Il y a une dizaine d'années, je me suis battu contre le PACS en France et dans les DOM-TOM. Nous savions

à l'époque, que les lobbies gays à l'origine du PACS n'en resteraient pas là. Nous y sommes. Je suis contre l'institutionnalisation du mariage des homosexuels. Je ne suis pourtant pas homophobe et j'ai même des amis homosexuels, qui refusent une telle possibilité. Je suis pour le référendum sur le sujet.

L'Education nationale est en échec depuis de nombreuses années. En partie parce que cette institution est le siège d'une idéologie permissive, égalitariste et dépassée ; mais aussi parce qu'elle privilégie le « pédagogisme » sur la transmission des savoirs. Quel est votre analyse et comment redresser la barre ?

Tout d'abord, je souhaite que l'on arrête de gonfler une fois encore « le millefeuille » législatif en France. Il y a trop de lois en France. Cette inflation législative provoque des incompréhensions et surtout des difficultés réelles d'application.

Au sujet de l'Enseignement, le million de fonctionnaires de l'Education nationale, en a marre d'être ballotté d'une loi à une autre, d'une méthode à une autre, d'un programme à un autre... Je suis pour un moratoire sur le sujet et pour la mise en place des *Etats Généraux de l'Enseignement*. Je souhaite que l'on supprime le Ministère de l'Education nationale pour qu'il soit remplacé par le *Ministère de l'Enseignement*.

La gestion de l'Education nationale est actuellement très centralisée ce qui peut-être un frein à l'attention aux enfants sur le terrain. Qu'en pensez-vous ?

Il faut donner plus de pouvoirs aux Régions et créer des filières par région.

La France est en situation de crise et face à un impératif de mise en adéquation de ses dépenses publiques (55% du PIB) avec ses ressources publiques (45% du PIB). Pourtant elle a l'une des administrations étatiques les plus lourdes d'Europe et ses missions, effectifs et structures n'ont pas évolué malgré la décentralisation et le changement du monde environnant. Les Français la ressentent aujourd'hui comme de moins en moins efficace et de plus en plus contraignante. Comment selon vous serait possible la recherche d'un nouvel équilibre qui ne se traduise pas tout simplement par un surcroît d'effectifs et un surcroît d'impôts, mais un allègement et une plus grande efficacité ?

En fait 57% du PIB. Il est un scandale : la France a trop de fonctionnaires : 5,2 millions et plus de 6 millions si vous rajoutez les salariés du privé payés par de l'argent publique mais qui n'ont pas le statut de fonctionnaire. La France est championne du monde du nombre de fonctionnaires par habitant : 10% et par salarié du privé : 30% (20 millions de salariés avec les chômeurs indemnisés, sinon 16 millions). Il faudrait supprimer 1 million de fonctionnaires sur 5 an (postes non remplacés) pour espérer ne plus être champion !

A titre de comparaison, l'Allemagne a 4 millions de fonctionnaires (moins de deux que la France), alors que sa population est supérieure de 20 millions.

Et il y a 36 millions de salariés du privé.

Ratio (résumé) :

Ratios	France	Allemagne
Nb de fonct°/pop°	10%	5%
Nb de fonct°/salarié du privé	30%	11%

La famille est cellule de base de la société. Sa définition légale est cependant de plus en plus floue. Comment dans ce contexte définiriez-vous la politique familiale ?

Je suis pour la création du Ministère de la Famille.

Quel est son but ? Que préconisez-vous comme mesures pour protéger les familles en France, les encourager dans leur oeuvre d'éducation et de préparation de l'avenir, leur rendre justice ?

La relance se fera par la croissance. Et la croissance démographique est un sujet tabou. Même si elle a le meilleur taux de natalité en Europe, la France cependant ne se renouvelle pas encore. Je suis pour la relance

par le Baby-Boom.

La gauche souhaite raboter le quotient familial et ainsi augmenter la précarité des familles. Je m'y oppose et je suis pour le renforcement de la politique familiale auprès des :

- Familles nombreuses
- Familles monoparentales
- Familles qui ont des enfants handicapés
- Familles pauvres (12% en France).

Comment selon vous devrait se concrétiser la priorité aux plus pauvres (en matière de retraites, logements et santé par exemple) ?

Il faudrait dans un premier temps que la solidarité familiale soit un levier que l'on puisse actionner. Les familles qui interviendraient par solidarité et pour soutenir un enfant/parent proche serait défiscalisées (soit exonération totale et/ou partielle en fonction du revenu imposable). Si elles doivent aménager leur logement, elles bénéficieraient d'un crédit garanti par l'Etat à taux zéro ne dépassant pas 15 000 euros.

Les libertés religieuses et de conscience sont des piliers de notre République. Ces deux principes s'incarnent souvent dans une bonne pratique de la laïcité sur le plan politique. Pourtant ce terme est ambigu et au coeur de bien des débats. Comment définiriez-vous la laïcité et comment s'applique-t-elle en politique ?

J'ai participé au sein de l'UMP aux débats sur la laïcité. Pour moi, le sujet n'est pas clos. Bien au contraire. Je souhaite lancer les Etats Généraux de la Laïcité. L'équilibre actuel et temporaire des religions chrétiennes face à la montée de l'Islam qui serait la première religion dans une ou deux générations est un enjeu important qui s'imposera à la société française. Et qu'il nous faut dès à présent appréhender.

Il ne s'agit pas là de stigmatiser telle ou telle religion mais au contraire de voir comment la République Française favorisera et préservera l'équilibre des religions entre-elles.